

# l'Internationale

PARTI COMMUNISTE INTERNACIONALISTE • SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

**ESPAGNE:** « unité, frères prolétaires » (p. 8) • **ALGERIE:** débat préparatoire au congrès de l'U.G.T.A. (p. 7) • **U.R.S.S.:** bilan négatif dans l'agriculture (p. 6)  
• **EN FRANCE:** le VIII<sup>e</sup> congrès des Etudiants Communistes (p. 4-5)

## AIDE ACTIVE AU VIETNAM

**N**APALM, phosphore, gaz, tels sont les moyens des champions du « monde libre » contre un peuple luttant pour son émancipation nationale et sociale. Les bombardements du Nord-Vietnam durent depuis plus d'un mois et le prétexte invoqué les premiers jours, à savoir la nécessité de représailles contre les attaques visant les troupes américaines dans le Sud-Vietnam, n'est même plus avancé. L'impérialisme américain frappe sous le prétexte qu'il ne s'agirait pas d'une guerre civile au Sud-Vietnam mais d'une « intervention étrangère » de la part du Nord-Vietnam.

Indépendamment du fait qu'il s'agit de toute évidence d'un soulèvement de la paysannerie du Sud-Vietnam, il est plus qu'abusif de considérer le Nord et le Sud-Vietnam comme deux pays « étrangers ». Mais l'« argument » avancé par Washington révèle on ne peut mieux les intentions de l'impérialisme américain : d'abord enrayer l'avance de la révolution dans l'Asie du sud-est, et plus généralement établir le « droit » de cet impérialisme à intervenir partout où il le jugera nécessaire, sur tout continent, quand il jugera le système capitaliste en danger.

Ces bombardements constituent une réponse cinglante à ceux qui songent à une marche au socialisme par les « voies pacifiques », par une « coexistence pacifique » dans laquelle il n'y aurait que des luttes idéologiques et une compétition purement économique. Ces bombardements constituent aussi une gifle vigoureusement assénée à ceux qui, il y a six mois, voyaient des différences fondamentales entre Johnson et Goldwater et qui, comme le PC américain et tant d'autres démocrates, appelaient à voter Johnson pour barrer la route aux fauteurs de guerre.

L'impérialisme américain qui, depuis la chute du régime Diem, voyait la décomposition s'étendre dans les sphères bourgeoises du Sud-Vietnam et le F.L.N. passer à des actions plus amples, a résolu d'arrêter ces processus en frappant violemment. Est-ce à dire qu'au Pentagone, au State Department et à la Maison Blanche l'ont déjà emporté les courants qui préconisent de porter au plus tôt la guerre jusque dans la Chine, d'y détruire les industries nucléaires militaires maintenant pour ne pas

(Suite page 5.)

Pierre FRANK.

## Dépassons l'électoratisme

**L**ES élections municipales n'ont pas manqué d'avoir l'intérêt politique qu'on en attendait. Les espoirs de l'U.N.R. se sont trouvés cruellement déçus. Non pas d'ailleurs, que le « parti de la fidélité » ne soit parvenu à imposer très généralement un vote classe contre classe, mais parce que celui-ci ne s'est pas soldé à son profit.

On a parlé de victoire des « centristes ». En fait, ceux-ci ne sont ni une formation, ni une politique : il ne s'agit que de la solidité des notables en place, manifestant le conservatisme des classes moyennes comme d'une grande partie de la bourgeoisie qui soutient le gaullisme comme l'actuel gardien de l'ordre national, mais ne s'en remet pas à ses hommes pour régler ses petites affaires et engager les lendemains. La portée d'avenir de ce fait, ce n'est pas qu'il garantisse en quoi que ce soit la pérennité d'un centre invertébré, mais c'est qu'il apporte la dernière confirmation de l'incapacité de l'U.N.R. à devenir le grand parti bourgeois de gouvernement capable d'assurer la survie du régime au delà de la disparition du général-président.

Le plan de l'U.N.R., destiné à asseoir dans les communes son succès des législatives de 1962 s'est retourné contre ses initiateurs. L'opposition bourgeoise, inconsistante sur le plan national, attaquée dans ses féodalités et servie par l'impopularité de la politique économique du régime, a fait échouer l'opération « polarisation » U.N.R.-P.C.F. Désormais, de Gaulle et ses hommes devront revoir tous les problèmes de leur rapport avec leur propre classe, plus divisée aujourd'hui que la classe ouvrière et ses alliés. Le bonapartisme gaulliste voit s'amincir sa base. L'U.N.R. disparaîtra très probablement avec le monarque. Le parti qui sort renforcé, à droite, est celui des Indépendants, à la fois dans et hors du régime. Il n'est pas un vainqueur spectaculaire des élections, mais sollicite

de tous côtés, il a participé à mille combinaisons, et ce parti du grand patronat et des technocrates est le mieux placé pour recueillir l'héritage du gaullisme si cette opération devait se faire à froid, sans offensive concertée des forces ouvrières.

**T**OUTEFOIS, aussi important que soit l'échec de l'U.N.R. qui transparait dans cette consultation électorale, ce n'est pas là son enseignement essentiel. L'échec de la tactique S.F.I.O. est, du point de vue ouvrier, beaucoup plus important. Le cynisme municipaliste et le mépris de l'électeur que manifestait la ligne d'alliance sans programme avec n'importe qui, pour conserver ou gagner le plus grand nombre de fauteuils s'est heurté à la conscience politique d'hommes et de femmes qui ont montré qu'ils ne se laissent pas mépriser. Malgré l'appel éhonté aux voix de la droite, la S.F.I.O. a été battue en de nombreuses villes par le P.C.F. ou les alliances de « front populaire ». En général, la trahison ouverte n'a donc pas payé. Le langage électoraliste étant toujours bien compris à la S.F.I.O., nul doute que le succès de la ligne « front populaire » y sera médité par Mollet et consorts.

Quelques cas toutefois infirment cette tendance des élections, et surtout celui de Marseille. Defferre y a réussi à garder la mairie avec même une majorité plus assurée. Mais c'est au prix d'un désistement honteux de l'U.N.R. (dont la mise au point laborieuse n'a été que plus révélatrice). Defferre peut bien plastronner et reprendre sa campagne présidentielle, son antigauillisme apparaîtra maintenant clairement à tous pour ce qu'il est : une « opposition de sa majesté », une farce.

**T**ROISIÈME et plus fondamentale leçon de ces scrutins : la faillite de la tentative de faire du P.C.F. un repoussoir, et, au contraire, le succès relatif que nous avions prévu du « front populaire ». Défiés, les travailleurs ont réagi avec leur instinct de classe. Mais est-il temps de pavoiser ? Nous sommes loin du raz-de-marée qui manifesterait et accompagnerait un changement de rapport de forces. Le P.C.F. ne voit qu'une cause à la limitation du succès : l'attitude inconséquente et contradictoire de la S.F.I.O. (1)

(1) Et, en quelques villes, du P.S.U. qui, surtout à Grenoble, a préféré chercher avec la S.F.I.O. des alliances centristes et triompher en additionnant les soutiens du P.C.F. et du centre. Sur le plan électoral aussi, ce P.S.U. reste le parti de la confusion, ce que l'on voit bien à Champigny où, au second tour, ses électeurs se reportent pour un cinquième sur le P.C.F. et pour quatre cinquièmes sur l'U.N.R.

Faudra-t-il attendre une autre et incertaine demi-victoire avec toute la S.F.I.O. (à supposer qu'elle s'épure de son aile bourgeoise) pour qu'on comprenne au P.C.F. qu'il faut aussi offrir des objectifs socialistes aux électeurs (qui sont en même temps des travailleurs aptes à d'autres luttes) afin qu'une victoire électorale soit aussi totale qu'en 36 et qu'elle puisse se transformer en victoire réelle, et aller jusqu'au renversement du pouvoir bourgeois ?

En effet, c'est encore un enseignement que l'on peut tirer de cette consultation — mais celui-là, que personne ne tire — qu'elle montre à quel point l'impasse électorale est devenue totale. Comment ébranler cet immobilisme des couches moyennes ? Ce ne sera ni par la propagande socialiste, ni par la meilleure gestion municipale des villes déjà « gagnées ». L'immobilisme ne peut être changé en courant favorable à la classe ouvrière que par des actions extra-parlementaires ; non par des luttes de mots, mais par la lutte de classes. Par ailleurs, le système électoral mis en place par les gaullistes, et surtout le scrutin majoritaire, annule l'expression politique d'un nombre énorme de travailleurs. De ce point de vue aussi, ce n'est qu'en passant par-dessus l'électoratisme qu'on pourra rendre l'efficacité à ces forces (et, par la même occasion, leur rendre leur pouvoir électoral dans un cadre de démocratie réelle, donc socialiste).

**C**OMMENT utiliser l'élan de ce premier succès. Renforcer l'unité ! Sans doute, mais comment et à quelles fins ? La récession s'étend, le pouvoir d'achat s'amenuise. Le front unique qui doit se réaliser d'urgence c'est celui pour l'organisation de luttes d'ensemble coordonnées pour des objectifs unificateurs. Plus sérieuse que celle de ces dernières semaines, est la lutte qu'il faut engager contre le plan de stabilisation, la politique des revenus et toutes autres mesures tendant à mettre les travailleurs à la portion congrue et à défendre le profit. Au front populaire électoral doit succéder le front ouvrier. Les votes de gauche des 14 et 21 mars ont pour sens principal le refus de la politique de restrictions et de surexploitation. De meilleurs trottoirs et quelques terrains de sports ne remplaceront pas la lutte unitaire pour la réduction de la semaine de travail avec élévation des salaires des ouvriers et employés, possible sans hausse des prix, comme on pourra le prouver quand on aura obligé les patrons à ouvrir leurs livres de comptes. Quant aux logements et aux écoles, on sait que cela ne dépend plus beaucoup des municipalités mais du pouvoir. C'est encore les luttes revendicatives qui engageront vers la solution de ces problèmes, qui passe par la chute de la V<sup>e</sup> République.

M. DERVAL.